



# FLASH INFO



## AVRIL 2026



## SOMMAIRE

Mises à jour des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) et des valeurs limites biologiques (VLB)

Pages 2 à 4

Analyse des substances PFAS dans les eaux en entrée et sortie de stations de traitement des eaux usées urbaines

Page 5

Règlement REACH : prise en compte d'une nouvelle substance

Page 6

Vos évaluations de conformité avec CONFORMIS

Page 7

**CONFORMIS**  
LA GESTION DE VOTRE CONFORMITÉ EN LIGNE

11, place des Minimes  
42300 - Roanne  
04 77 69 76 61  
renseignement@conformis.fr

# Mises à jour des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) et des valeurs limites biologiques (VLB)

Un arrêté et un décret du 8 avril 2026 ont été publiés au Journal Officiel concernant les **valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP)** et des **valeurs limites biologiques (VLB)**.

- ↳ [Arrêté du 8 avril 2026](#) fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives pour certains agents chimiques
- ↳ [Décret n° 2026-253 du 8 avril 2026](#) relatif à la prévention des risques liés à l'exposition professionnelle à certains agents chimiques dangereux et au contrôle de l'inspection du travail en la matière

## 1. Mise à jour de valeurs limites pour le plomb et ses composés

Dans un 1er temps, le décret prévoit un abaissement de la **VLEP** pour le **plomb métallique et ses composés** afin de renforcer la prévention face au risque d'exposition ([article R. 4412-149](#) du code du travail). Ainsi, les concentrations en **plomb métallique et ses composés** présents dans l'atmosphère des lieux de travail **ne doivent pas** dépasser, dans la zone de respiration des travailleurs :

Jusqu'au 8 avril 2026	A partir du 9 avril 2026
VLEP de <b>0.1 mg/m<sup>3</sup></b> d'air sur une période de <u>8 heures</u>	VLEP de <b>0.03 mg/m<sup>3</sup></b> d'air sur une période de <u>8 heures</u>

Dans un second temps, le décret prévoit également un abaissement des **valeurs limites biologiques (VLB)** à **ne pas dépasser** pour le **plomb et ses composés inorganiques** ([article R. 4412-152](#) du code du travail) :

Jusqu'au 8 avril 2026	Du 9 avril 2026 aux 31 décembre 2028 (période transitoire)	A partir du 1er janvier 2029
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>400 microgrammes</b> de plomb par litre de sang (<math>\mu\text{g/L}</math>) pour les <b>hommes</b></li> <li>• <b>300 microgrammes</b> de <math>\mu\text{g/L}</math> de sang pour les <b>femmes</b></li> </ul>	<b>300 <math>\mu\text{g/L}</math></b> de sang pour <b>tous</b>	<b>150 <math>\mu\text{g/L}</math></b> de sang pour <b>tous</b>

De plus, il précise que :

- ⇒ A partir du **1er janvier 2029**, les travailleurs dont la plombémie est **> à la VLB de 150  $\mu\text{g/L}$  de sang** en raison d'une **exposition survenue avant le 9 avril 2026**, mais est **< à 300  $\mu\text{g/L}$  de sang**, font l'objet d'une **surveillance biologique régulière**. Si une **tendance à la baisse** est établie, les travailleurs concernés pourront être autorisés à **poursuivre des tâches** impliquant une exposition au plomb.
- ⇒ Les travailleurs masculins dont la plombémie est **> à la VLB de 300  $\mu\text{g/L}$  de sang** en raison d'une exposition survenue **avant le 9 avril 2026**, mais est **< à 400  $\mu\text{g/L}$  de sang**, font l'objet d'une **surveillance biologique régulière**. Si une **tendance à la baisse** est constatée chez ces travailleurs et ce **jusqu'au 31 décembre 2028**, ceux-ci peuvent être autorisés à **poursuivre des tâches** impliquant une exposition au plomb.

## 2. Intégration de nouvelles valeurs limites pour les diisocyanates et les émissions d'échappement de moteurs diesel

Tout d'abord l'arrêté prévoit l'introduction de **VLEP indicatives** pour les **diisocyanates** au sein de [l'arrêté du 30 juin 2004 établissant la liste des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives en application de l'article R. 4412-150 du code du travail](#).

- ⇒ A partir du **9 avril 2026** :
  - ♦ VLEP indicative de **0.01 mg/m<sup>3</sup> d'air** sur une période de 8 heures
  - ♦ VLEP indicative de **0.02 mg/m<sup>3</sup> d'air** sur une période de 15 minutes (court terme)

Concernant les **VLEP « indicatives »** : les concentrations doivent être maintenues à des niveaux aussi faibles que possible, les valeurs fixées ne représentant qu'un **objectif minimal**.

Ensuite, le décret prévoit la création de **VLEP contraignantes** pour les **diisocyanates** ([article R. 4412-149](#) du code du travail) :

- ⇒ A partir du **1er janvier 2029** :
  - ♦ VLEP contraignante de **0.006 mg/m<sup>3</sup> d'air** sur une période de 8 heures
  - ♦ VLEP contraignante de **0.012 mg/m<sup>3</sup> d'air** sur une période de 15 minutes



Enfin, la **VLEP indicative** pour les **émissions d'échappement de moteurs diesel** est **supprimée**. Une nouvelle **VLEP contraignante** est **créée** ([article R. 4412-149](#) du code du travail) :

⇒ A partir du **9 avril 2026** : **VLEP de 0.05 mg/m3 d'air** sur une période de **8 heures** (exprimée en carbone élémentaire)

### 3. Révision de la procédure d'arrêt temporaire d'activité

Le nouveau décret met **également à jour la procédure de mise en demeure** de l'inspecteur du travail et du contrôleur du travail préalable à l'arrêt temporaire d'activité ([Chapitre 1er : Mises en demeure \(Articles R4721-1 à R4721-12\)](#)).

⇒ Dès qu'il a constaté que les travailleurs se trouvent dans la **situation dangereuse** :

- ♦ Le **dépassement d'une VLEP** déterminée par un décret,
- ♦ Le **défaut ou l'insuffisance de mesures et moyens de prévention** en ce qui concerne les agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

⇒ L'agent de contrôle de l'inspection du travail met l'employeur en demeure de remédier à cette situation en mettant en œuvre les **mesures correctrices appropriées** en donnant la **priorité à celles permettant d'éviter les risques**. Il lui notifie en même temps, si les circonstances l'exigent, l'obligation de prendre des **mesures provisoires afin de protéger immédiatement la santé et la sécurité des travailleurs**.

Cette **mise en demeure** doit :

⇒ Être **écrite, datée et signée**, indiquer la **situation dangereuse constatée**, l'**infraction** mentionnée, fixer un **délaï d'exécution** à l'expiration duquel la situation dangereuse doit avoir cessée (**ne peut être inférieur à 15 jours**).

### 4. Modification concernant les fibres d'amiante

Pour conclure, le décret vient mettre à jour les dispositions relatives aux **mesurages des niveaux d'empoussièremment** en **fibres d'amiante** concernant la communication des résultats.

- ⇒ Un arrêté devra prévoir les modalités de communication des résultats de mesurages des niveaux d'empoussièremment à l'INRS
- ⇒ L'organisme accrédité qui établit la stratégie de prélèvement et effectue les prélèvements est **maître d'œuvre** des mesurages des niveaux d'empoussièremment en **fibres d'amiante**. Il peut **sous-traiter la prestation d'analyse** en la confiant à un autre organisme accrédité
- ⇒ L'organisme **maître d'œuvre** des mesurages des niveaux d'empoussièremments en fibres d'amiante **communique les résultats à l'INRS** qui les exploite, dans le respect de l'anonymat des entreprises concernées, à des fins d'études et d'évaluation

# ANALYSE DES SUBSTANCES PFAS

## dans les eaux en entrée et sortie de stations de traitement des eaux usées urbaines

ENVIRONNEMENT

Gestion Eau, milieux  
aquatiques et marins  
&  
ICPE & Autorisation

L'arrêté du 20 avril 2026 est venu modifier l'arrêté du 3 septembre 2025 relatif à l'analyse de substances per- et polyfluoroalkylées (« PFAS ») dans les eaux en entrée et sortie de stations de traitement des eaux usées urbaines.

Le nouvel arrêté du 20 avril apporte plusieurs **modifications** :

- ✓ Il ajoute l'**acide trifluoroacétique** (TFA) dans la liste des substances à surveiller :
  - Pour son identification : n° CAS 76-05-1, Code SANDRE 8858
  - Pour celle-ci, la campagne consiste à réaliser, dans les mêmes conditions, **au moins 2 mesures sur 3 en entrée et deux mesures en sortie**. Ces 2 mesures peuvent être réalisées séparément des mesures des autres PFAS.
  - Une limite de quantification de **500 ng/L en entrée et sortie** de station est respectée.
- ✓ La campagne de surveillance se termine au plus tard le **30 juin 2027**, et non plus au **31 décembre 2026**.
- ✓ Enfin, concernant la transmission des données : celles-ci devront être publiées dans un **délai d'un mois sur le site internet sur service de l'Etat**.

Cet arrêté du 3 septembre 2025 permet de **surveiller**, lors des campagnes de mesure, la **présence des PFAS** au sein des rejets des stations de traitement des eaux usées et de mettre à disposition du public les résultats.

- 💧 Pour les **stations de plus de 10 000 équivalents-habitants** : une surveillance de **22 substances PFAS** et du paramètre « AOF » (la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique)
  - Pour chacune des substances **PFAS** recherchées, une limite de quantification de **50 ng/L est respectée en entrée de station** et de **20 ng/L en sortie**.
  - Pour la méthode **AOF**, une limite de quantification de **2 µg/L est respectée**.

💧 **Surveillance complétée** par la recherche des substances **PFAS** quantifiées dans les rejets aqueux des **ICPE** raccordées au réseau d'assainissement.

💧 La campagne consiste à réaliser **3 mesures** (prélèvement et analyse) en eau d'entrée et de sortie **avant le 31 décembre 2026**.

💧 Au plus tard **1 mois après réception des résultats d'analyse**, le maître d'ouvrage transmet au service en charge de la police de l'eau l'**ensemble des résultats d'analyses par voie électronique**, via l'application **VERSEAU**, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement, défini par le SANDRE.

### Qu'est-ce que « l'acide trifluoroacétique (TFA) » ?

- ❓ Une substance **PFAS** à très courte chaîne, plus soluble et mobile dans l'environnement.
- ❓ Il peut être **émis directement** dans l'environnement par les sites industriels qui le **synthétisent ou l'utilisent** pour leur production.
- ❓ Il est un **métabolite** de certaines substances chimiques utilisées dans des usages industriels, de protection des végétaux...

# Règlement REACH

## Prise en compte d'une nouvelle substance

Le [règlement 2026/859 du 20 avril 2026](#) est venu modifier l'annexe XVII du règlement n°1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le **2,4-dinitrotoluène** dans des articles.

Le **2,4-dinitrotoluène** (« **2,4-DNT** »), n° CAS 121-14-2, n° CE 204-450-0, est classé, dans les **substances cancérogènes de catégorie 1B**

Il a été identifié comme **substance extrêmement préoccupante**

Ce règlement vise à **restreindre la mise sur le marché et l'utilisation** du **2,4-DNT** en tant que substance, constituant d'une autre substance ou dans un mélange, vendus au **grand public**. Pour cela, un délai d'un an est accordé aux Etats membres pour se conformer à la nouvelle restriction.

Après le **10 mai 2027**, elle ne peut être mise sur le marché ni utilisée en tant que substance dans des articles destinés à des **utilisateurs professionnels** ou au **grand public**, à une concentration **> ou = à 0,1 % en masse**.

→ **"utilisateur professionnel"** : tout travailleur salarié ou indépendant qui exerce ses activités en dehors de sites industriels.

Cette **interdiction ne s'applique pas** :

- ✗ Aux **explosifs**
- ✗ Aux articles destinés à un **usage militaire**
- ✗ Aux **munitions** destinées à être utilisées, conformément à la législation nationale, par la police ou d'autres forces de sécurité
- ✗ Aux **jouets** relevant du champ d'application du règlement (UE) 2025/2509
- ✗ Aux **dispositifs** relevant du champ d'application du règlement (UE) 2017/745
- ✗ Aux articles destinés à entrer en contact avec des **denrées alimentaires**, relevant du champ d'application du règlement (CE) no 1935/2004.

Cette interdiction est applicable à partir du **11 mai 2029** à la mise sur le marché et à l'utilisation du **2,4-DNT** dans les applications suivantes, si elles sont **mises sur le marché** pour être utilisées dans des **véhicules à moteur** ou si elles sont **utilisées** dans des **véhicules à moteur** :

- Les **microgénérateurs** de gaz pour prétensionneurs de ceinture de sécurité et actionneurs de capot
- Les **pièces de rechange**

### IMPORTANT

Cette interdiction au **10 mai 2027** **ne s'applique pas** :

! Aux **véhicules à moteurs** :

- S'ils ont été mis sur le marché entre le **11 mai 2027 et le 11 mai 2029**
- S'ils contiennent du **2,4-DNT** uniquement dans les applications citées ci-dessus

! Au **2,4-DNT** présent dans des **articles** mis sur le marché dans l'Union **avant le 11 mai 2027**.

*Besoin de soutien dans votre veille... Et si on vous aidez ?*

## **Evaluation de conformité :**

- ↳ *Visite sur site ou en visio*
- ↳ *Décryptage et évaluations des textes*
- ↳ *Mise en place du plan d'actions*

*Profitez d'un tarif préférentiel*

*A partir de 2 journées  
réservées, profitez d'un  
prix dégressif*

Pour profitez de notre accompagnement, contactez-nous dès maintenant  
[assistance@conformis.fr](mailto:assistance@conformis.fr)